Enabel

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL

Rapport de résultats 2018

RDC 12 172 11 / EDUKOR

RDC

Belgian development agency

enabel.be

Table des matières

TABLE DES MATIÈRES **2**

ACRONYMES **4**

1 APERÇU DE L'INTERVENTION (MAX. 2 PAGES) **8**

1.1 FICHE INTERVENTION 8
1.2 EXÉCUTION BUDGÉTAIRE 9
1.3 AUTOÉVALUATION DE LA PERFORMANCE 11
1.3.1 Pertinence 11
1.3.2 Efficacité 12
1.3.3 Durabilité potentielle 13
1.4 CONCLUSIONS 14

2 MONITORING DES RÉSULTATS **22**

2.1 ÉVOLUTION DU CONTEXTE 22
2.1.1 Contexte général 22
2.1.2 Contexte institutionnel 22
2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution 23
2.1.4 Contexte HARMO 24
2.2 PERFORMANCE DE L'OUTCOME 26
2.2.1 Progrès des indicateurs 26
2.2.2 Analyse des progrès réalisés 27
2.2.3 Impact potentiel 28
2.3 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1 29
2.3.1 Progrès des indicateurs 29
2.3.2 État d'avancement des principales activités 30
2.3.3 Analyse des progrès réalisés 30
2.4 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2 34
2.4.1 Progrès des indicateurs 34
2.4.2 État d'avancement des principales activités 35
2.4.3 Analyse des progrès réalisés 36
2.5 PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3 37
2.5.1 Progrès des indicateurs 37
2.5.2 État d'avancement des principales activités 38
2.5.3 Analyse des progrès réalisés 38

3 THÈMES TRANSVERSAUX **41**

3.1 GENRE 41
3.2 ENVIRONNEMENT 42
3.3 ECONOMIE SOLIDAIRE 43

4 GESTION DES RISQUES **45**

5 PILOTAGE ET APPRENTISSAGE 57

5.1 RÉORIENTATIONS STRATÉGIQUES 57
5.2 RECOMMANDATIONS 58
5.3 ENSEIGNEMENTS TIRÉS 58

6 ANNEXES 59

6.1 CRITÈRES DE QUALITÉ 59
6.2 DÉCISIONS PRISES PAR LE COMITÉ DE PILOTAGE ET SUIVI 63
6.3 CADRE LOGIQUE MIS À JOUR 65
6.4 APERÇU DES MORE RESULTS 67
6.5 RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) » 67
6.6 RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION 68

Acronymes

AETFP	Projet d'appui à l'enseignement technique et à la formation professionnelle
AETP 1 et 2	Projet d'appui à l'enseignement technique et professionnel phase 1 et phase 2
AFD	Agence française de développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ANAPECO	Association Nationale des Parents d'Elèves et Etudiants de la RD Congo
ANEP	Association nationale des entreprises du portefeuille
APEFE	Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger
APEP	Appui à l'Enseignement Primaire
ASDI	Coopération au développement suédoise (SIDA)
AT(I), AT(N)	Assistant Technique (International), (national)
CAT	Cellule d'appui technique
CATSR/AMO	Comité d'Appui au Travail de Rue / Action Milieu Ouvert
CCIM	Campagne Congolaise pour Interdire les Mines
CCQ	Comité de Contrôle de la Qualité (DGD/Enabel)
CdC	Comité de Concertation
CdS	Comité de Suivi
CdR	Centre de Ressources
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CFP	Centre de Formation Professionnelle

CFPP	Centres de formation et de perfectionnement professionnels
CIETFP	Commission interministérielle de l'Education Technique et la Formation Professionnelle
CLER	Comité Local d'Entretien Routier

COMPAR	Comité des partenaires
CP–CDP	Comité Provincial de Coordination du Processus de Développement au Kasaï Oriental
COPEMECO	Confédération des petites et moyennes entreprises congolaises
CPE	Conseil Provincial de l'Enfant
CPF	Conseil Provincial de la Femme
CPS	Centre de Promotion Sociale
CSC	Cahier Spécial des Charges ou Confédération Syndicale du Congo
CTB	Agence belge de développement
DSCRP	Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté
DTF	Dossier technique et financier
DIPROMAD	Direction des Programmes Scolaires et Matériel Didactique
EDUKAT	Education dans la province du Katanga (intervention d'Enabel)
EDUKOR	Education dans la province du Kasaï Oriental (intervention d'Enabel)
EDUT	Education dans la province de la Tshopo (intervention d'Enabel)
EDU-MOSU	Education dans la province de la Mongala et du Sud Ubangi (Intervention d'Enabel)
EPS Inc.	Enseignement Primaire, Secondaire et Initiation à la nouvelle Citoyenneté Civile

EdR	Espace de Ressources
EDS	Enquête Démographique et de Santé
ENA	Ecole Nationale de l'Administration
ETD	Entités territoriales décentralisées
ETP	Enseignement Technique et Professionnel
EFTP	Enseignement et formation technique et professionnelle

ETFP	Enseignement technique et formation professionnelle
EVFmP	Education à la Vie Familiale et en matière de Population
EXETAT	Examen d'Etat
FEC	Fédération des entreprises du Congo
FENAPEC	Fédération nationale des petites et moyennes entreprises du Congo
FOPAKOR	Fédération des Organisations Paysannes du Kasaï Oriental
GFE	Ministère du Genre, de la Famille et de l'Enfant
GTG	Groupe Thématique Genre
IDH	Indice de Développement Humain
IGE	Inspection Générale de l'Enseignement
INERA	Institut National pour l'Etude et la Recherche Agronomique
INPP	Institut national de préparation professionnelle
Ins. Pool	Inspecteur Chef de Pool
IPMEA	Ministère de l'Industrie, Petites et Moyennes Entreprises et Artisanat
IPP	Inspecteur Principal Provincial

IPPAETS	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge d’équivalence et titres scolaires
IPPAF	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge de la formation
IPPAM	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge de la maternelle
IPPAP	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge du primaire
IPPAS	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge du secondaire
IPPAEC	Inspecteur Principal Provincial Adjoint en charge d’évaluation et concours
ISPT	Institut Supérieur Professionnel et Technique
KOR	Kasaï Oriental
MTR	Middle Term revue
NTIC	Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
PPFEA	Projet Pilote de Formation en Alternance
PRODAKOR	Programme d'agriculture au Kasaï Oriental
PRODEKOR	Programme de désenclavement au Kasaï Oriental
PRECOB	Programme de Renforcement Des Capacités organisationnelles par l’Octroi des Bourses
PROVED	Province Educationnelle, Directeur de la Province éducationnelle
SECOPE	Service de contrôle et de la paie des enseignants
U.F.E.	Unité Formation Emploi

1 Aperçu de l'intervention (max. 2 pages)

1.1 Fiche intervention

Intitulé de l'intervention	EDUKOR
Code de l'intervention	RDC 12 172 11
Localisation	Mbuji Mayi
Budget total	10 000 000 Euros
Institution partenaire	Ministère de l'Enseignement primaire secondaire et professionnel
Date de début de la Convention spécifique	06 novembre 2014
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	06 novembre 2014
Date prévue de fin d'exécution	05 novembre 2019
Date de fin de la Convention spécifique	05 novembre 2021
Groupes cibles	Les élèves des écoles techniques et professionnelles du bassin de Mbuji Mayi et du territoire de Ngandajika ; L'administration publique du secteur de l'enseignement technique et professionnel de la Province du Kasaï Oriental 1 et du Territoire de Ngandajika; Les entreprises locales et leurs regroupements ayant des activités dans les filières appuyées par EDUKOR.
Impact	Dans le bassin d'emploi autour de Mbuji Mayi, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré dans le système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle tant formelle que non-formelle et l'offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou d'auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et organisations en charge de l'enseignement et de la formation.
Outcome	Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées dans la province éducationnelle du Kasaï Oriental I et le territoire de Ngandajika, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une formation de qualité pertinente incluant des cours pratiques, des stages, et de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.
Outputs	1. Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.
	2. L'offre de la formation ETFP est adaptée aux besoins du marché de l'emploi (auto-emploi) et le pilotage et la gestion au niveau macro-, méso-, et micro du secteur ETFP est améliorée et garantit une formation de qualité
	3. Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.
Année couverte par le rapport	**2018**

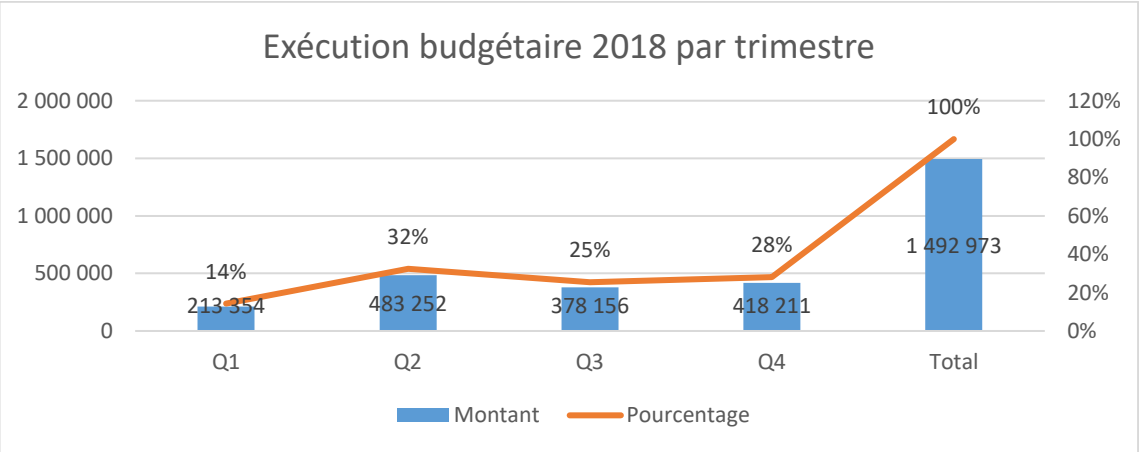
1.2 Exécution budgétaire

En Q4/2018 nous avons pu engager plus de fonds que ceux qui étaient planifiés à la demande de la représentation suite à une disponibilité dans l'enveloppe budgétaire RDC, raisons pour lesquelles nous avons pu mettre en place certaines activités prévues en Q1/2019 et atteindre ainsi un taux d'exécution de 106%.

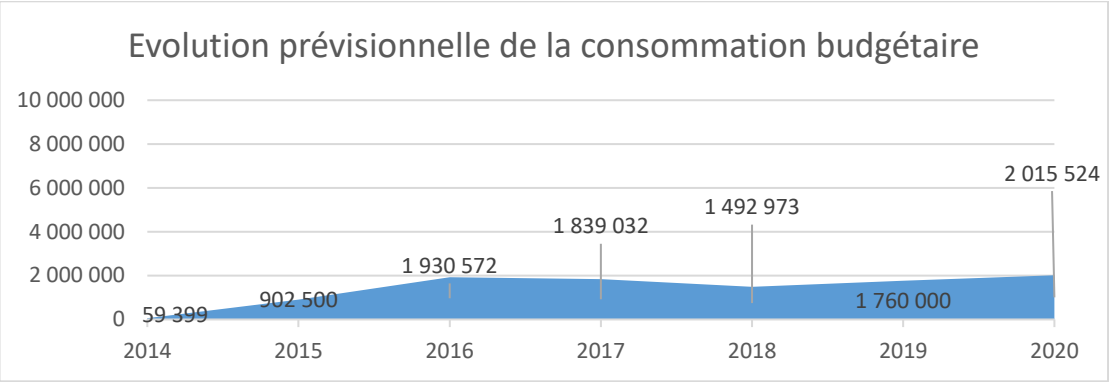
Planification Q4-2018	Réalisé 2018	% Exécution
€ 1 412 003	€ 1 492 973	106%

Activités EDUKOR	BUDGET	DEPENSES		Total	SOLDE	Taux de réalisation fin 2018
	euro	Années Précédentes (2014-2017)	Année du rapport (2018)	depuis début	Solde au 31/12/2018	
Total	**10 000 000**	**4 731 503**	**1 492 973**	**6 224 476**	**3 775 524**	**62%**
Résultat 1	3 275 800	1 131 844	530 220	1 662 064	1 613 736	51%
Résultat 2	1 791 850	938 177	91 529	1 029 707	762 143	57%
Résultat 3	1 170 875	546 319	273 347	819 666	351 209	70%
Réserve budgétaire	226 975			0	226 975	0%
Moyens généraux	3 534 500	2 115 163	597 877	2 713 039	821 461	77%

	Montant	Pourcentage
Q1	213 354	14%
Q2	483 252	32%
Q3	378 156	25%
Q4	418 211	28%
Total	1 492 973	100%



En 2019 nous disposerons d'un budget de **1.760.000 Euros** avec un solde de **2.015.524 Euros** qui pourraient être engager en **2020 et 2021**



Année	Décaissement	Pourcentage	Cumul des %	
2014	59 399	1%		1%
2015	902 500	9%		10%
2016	1 930 572	19%		29%
2017	1 839 032	18%		47%
2018	1 492 973	15%		62%
2019	1 760 000	18%		80%
2020	2 015 524	20%		100%
	10 000 000			

1.3 Autoévaluation de la performance

1.3.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	**A**

L'intervention s'inscrit toujours dans les politiques nationales et la stratégie belge du PIC, signé entre le Royaume de la Belgique et la RDC. Il s'intègre dans la politique de développement du Kasaï Oriental et vise l'amélioration de la qualité de l'enseignement technique et professionnel dans le souci de doter les lauréats issus de l'ETFP des outils nécessaires en vue d'augmenter leurs chances d'insertion professionnelle. Les activités répondent aux priorités du plan quinquennal de Croissance de l'Emploi 2011-2015 tout autant qu'aux nouvelles stratégies promues dans le Plan Intérimaire de l'Education (PIE) et dans la Stratégie Sectorielle de l'éducation et de la formation 2016-2025.

Pour cette période, l'intervention s'est concentrée sur la priorisation des résultats atteignables au cours de l'année en tenant compte de la stratégie et des aménagements budgétaires.

La poursuite des activités s'est réalisée sur les deux zones d'intervention, à savoir la province du Kasaï Oriental et le territoire de Ngandajika dans celle de la Lomami.

Les interactions réalisées avec les partenaires visaient prioritairement l'appropriation de la vision stratégique mise en œuvre par l'intervention afin de garantir pérennité, durabilité et autonomie post intervention.

La poursuite de la mise en œuvre afin d'atteindre « l'OUTCOME », s'est consolidée en tenant compte des études de base réalisées et des réalités socioéconomiques de nos zones d'intervention (bassins d'emplois). A noter que le contexte socioéconomique s'est considérablement dégradé au cours de cette année, conséquence d'une crise économique aigue qui frappe la population.

Nous avons dû constamment ajuster la stratégie sans pour autant modifier ses objectifs et faire preuve d'une grande souplesse face à des réalités mouvantes dans un contexte de plus en plus instable et fragilisé.

Grace à la permanence du **Ministre provincial de l'Education, Fonction publique, Culture, Arts et Tourisme** durant cette année, les échanges et synergies entre l'intervention et le ministère ont été plus aisés dans le cadre de la mise en œuvre des activités.

1.3.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	**A**

En vue d'atteinte « **L'Outcome »,** l'intervention a renforcé la mise en œuvre de la stratégie en priorisant uniquement les activités permettant la consolidation des différents **"Outputs"** sur le plan opérationnel en tenant compte de l'orientation stratégique arrêtée dès 2016.

La progression de cette phase de consolidation évolue normalement, nous garantissant l'atteinte des résultats.

L'ajustement budgétaire fixé à **1.400.000 Euros** pour 2018, a nécessité la priorisation des activités visant certains résultats atteignables au cours de l'année.

Cette priorisation a dû se faire en tenant compte des budgets qui étaient déjà engagés au niveau des marchés publics dans le cadre des réhabilitations d'infrastructures et de l'acquisition de certains équipements en cours d'exécution/réception, nous laissant une marge de manœuvre trop étroite en cas d'imprévu.

Néanmoins cette priorisation n'affecte pas la stratégie dans sa globalité même si elle ralentit l'opérationnalité du chronogramme que nous avions établi en tenant compte de la date de clôture de l'intervention prévue fin 2019.

Conscient de cela, il serait souhaitable d'envisager une prolongation de l'intervention en 2020 afin de garantir la consolidation dans l'atteinte des résultats.

1.3.3. Efficience

	Performance
Efficience	**B**

L'utilisation des ressources se fait avec efficience au regard de la programmation des activités établies annuellement. Toutefois l'ajustement budgétaire pour cette année nous oblige à postposer certaines activités dans notre chronogramme d'action pour les années suivantes afin de garantir l'atteinte des résultats.

La priorisation stratégique s'est essentiellement dirigée au bénéfice direct de la population, à savoir **: les RH des CDA et écoles affiliées, les apprenants dans les filières appuyées des 5 CDA, les lauréats et les jeunes filles/femmes des communautés proches de 5 CDA et/ou bénéficiaires des interventions d'autres organisations en partenariat avec EDUKOR.**

Les marchés publics concernant les réhabilitations/constructions dans les 4 CDA ont été concrétisés par l'exécution, finalisation et réception des infrastructures ainsi que par la fabrication et installation du mobilier pour les différents espaces (classes, laboratoires, bibliothèques bureaux et ateliers), l'installation en énergie solaire à l'ITAV Ngandajika ainsi que par l'attribution du marché concernant les équipements qui seront installés dans les ateliers des 5 CDA.

Suite aux recommandations de la mission Backstopping de l'ECT-Infrastructure d'Enabel les 4 CDA de Mbuji Mayi ont bénéficié de certaines améliorations avec l'ajout d'un système de récupération d'eau supplémentaire ce qui permettra une grande autonomie en eau dans une zone peu desservie.

Des améliorations ont été également été apporté en matière d'énergie électrique au CDA « ESGTK » en prévision de l'installation des équipements didactiques (machines-outils et autres fournitures) dans l'atelier de mécanique générale et l'installation de la connexion au réseau électrique d'ENERKA a été faite pour le CDA IT PRO MAKALA afin que toutes les installations et en particulier l'atelier de menuiserie et ses machines, puissent être opérationnelles. Cet établissement scolaire attendait depuis 10 ans de pouvoir bénéficier de ce service basique et prioritaire pour une école technique.

Les projets d'insertion professionnelle (AGR, Auto Emploi pour sortants et entrepreneuriat féminin) qui avaient démarrés en 2017 en créant près de **200 emplois sont toujours existants en 2018** et ont continué de bénéficier de l'accompagnement de nos agents d'EDUKOR afin de consolider leur position.

L'insertion socio professionnelle des sortants des CDA appuyés étant une de nos priorités stratégiques, 36 lauréats sortants de l'année scolaire 2017/2018 ont bénéficié de notre accompagnement pour initier des projets d'AGR dans les métiers de l'agriculture générale, le petit élevage et la menuiserie sur le territoire de Ngandajika et Mbuji Mayi.

Le projet pilote de formation en alternance s'est poursuivi pour la seconde année consécutive avec actuellement 10 entreprises conventionnées qui accueillent à travers cette modalité, plus de **232 jeunes** tout au long de l'année à raison de 2 jours par semaine afin d'acquérir les compétences métiers.

On constate à ce titre, que les jeunes qui avaient participé durant l'année scolaire 2017/2018 à la formation en alternance, ont acquis les compétences techniques nécessaires pour créer leur propre emploi en finalisant leurs études en juin 2018. En effet 40 sortants d'agriculture, vétérinaire et menuiserie des CDA ont présentés des projets d'activités génératrices de revenus qui leurs ont permis de créer leurs propres emplois depuis septembre 2018.

1.3.3 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	**C**

Cette année l'intervention s'est investie à consolider l'appui aux 5 CDA dans leurs efforts d'autonomisation financière.

Les CDA ont continué à bénéficier d'un accompagnement au niveau du renforcement des capacités (RH) dans le cadre de la gestion financière, administrative et pédagogique ainsi que dans la consolidation et positionnement des AGR qui progressent en permanence grâce à des cahiers de commandes plus volumineux et aussi en introduisant la diversification des produits afin d'atteindre d'autres marchés.

L'acquisition d'une certaine autonomie financière grâce aux AGR, permet aux CDA de maintenir financièrement ces espaces d'apprentissage et de production.
Les revenus générés sont réinvestis dans l'établissement pour assurer la maintenance des infrastructures, subvenir aux frais généraux, contribuer à l'achat de consommables et d'équipements pour les élèves dans le cadre de leur apprentissage tout en disposant d'une réserve budgétaire permanente d'environs 1.500 USD.

Ces résultats garantissent pour l'avenir post intervention une plus grande autonomie financière des CDA.

Entre 2017 et 2018 près de 250 emplois ont été créés et se sont maintenus jusqu'à la fin de l'année avec une croissance d'environ 30% par an. La croissance des AGR dans les CDA continuera à créer également de nouveaux emplois à l'avenir.

Dans le cadre du PPFEA (Projet Pilote de Formation en Alternance) l'appropriation et l'implication des différents acteurs nous laisse présager des signes prometteurs quant à la durabilité dans ce nouveau paradigme en RDC quant à la manière d'aborder l'ETFP dans le futur. Avec l'espoir d'atteindre **"l'Adéquation Formation-Emploi"** souhaitée par les différents acteurs.

A ce titre nous pensons qu'il est prioritaire que les autorités en charge de l'ETFP s'approprient cette approche dans le futur post intervention.

1.4 Conclusions

2018 a été une année de priorisation et de consolidation de la vision stratégique de l'intervention, ce qui a permis d'avancer et de progresser dans l'atteinte des résultats.

Résultat 1

« Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socioéconomique ».

Pour la seconde année le « projet pilote de formation en alternance » en synergie avec des entreprises locales a connu le succès attendu au bénéfice des apprenants des CDA nous permettant d'atteindre les résultats suivants :

- **232 jeunes apprenants des CDA améliorent leurs compétences métiers au sein de 10 entreprises conventionnées** des bassins d'emplois de Mbuji Mayi au Kasaï Oriental et du territoire de Ngandajika dans la province de La Lomami dans les filières appuyées par EDUKOR en : agriculture générale, vétérinaire, transformation alimentaire et mécanique générale.

- **Les compétences techniques acquises dans ces entreprises répondent aux attentes du profil métier,** améliorant ainsi la qualité de l'ETFP aux bénéfices des apprenants.

- **L'accompagnement, suivi et coaching des apprenants en entreprises**, assurés par les enseignants des CDA, l'inspection et les maitres d'apprentissage **garantissent la qualité de l'acquisition des compétences métiers.**

  Le renforcement des capacités des ressources humaines des établissements ciblés, combiné aux réhabilitations des infrastructures et aux dotations en équipements, contribuent à l'amélioration de la qualité de la formation pratique ; notamment en augmentant les heures réelles de pratique professionnelle.

  Cette approche via l'alternance en entreprise, prépare de façon optimale les futurs sortants afin de les doter des clés nécessaires en vue de réussir leur insertion professionnelle.

  Les « AGR » consolidées durant cette année, ont diversifié leur offre de produits. Elles permettent aux apprenants d'améliorer l'acquisition des compétences techniques.

Les Unités Formation Emploi ont renforcées et redynamisées en 2018 dans 5 CDA. Ce qui a permis de garantir aux sortants le bénéfice d'une orientation et d'un accompagnement de qualité en vue de préparer leur projet d'insertion professionnelle.

CDA / ESGTK à Mbuji Mayi (filière en mécanique générale / enseignement formel)

Photo 1 : Atelier réhabilité par EDUKOR qui abritera les équipements pour les cours pratique de « Mécanique Générale

Photo 2 : Infrastructure construite par EDUKOR et qui abritera avec l'installation des équipements le laboratoire NTIC, U.F.E., bibliothèque et sanitaires

CDA / IT PRO MAZARELLO à Mbuji Mayi (filières agriculture générale et transformation alimentaire / enseignement formel)

Photo 3 : Infrastructure construite par EDUKOR qui abritera avec l'installation des équipements, le laboratoire NTIC, UFE., bibliothèque et sanitaires

Photo 4 : Infrastructure réhabilitée par EDUKOR qui abritera avec l'installation des équipements l'atelier de Transformation Alimentaire

Photo 5 : Poulailler construit par EDUKOR pour l'AGR en production de poulets de chair et d'œufs

CDA / IT PRO MAKALA à Mbuji Mayi (filière menuiserie / enseignement formel)

Photo 6 : Infrastructure construite par EDUKOR qui abritera avec l'installation des équipements et mobilier les salles de cours, laboratoire NTIC, bibliothèque

Photo 7 : Infrastructure construite par EDUKOR qui abritera avec l'installation des équipements/outillage l'atelier de pratique menuiserie

CDA / DON BOSCO à Mbuji Mayi (filière mécanique moto / enseignement non formel)

Photo 8 : Infrastructure construite par EDUKOR qui abritera avec l'installation des équipements l'atelier didactique de mécanique moto », laboratoire NTIC, bibliothèque

ITAV NGANDAJIKA dans la province de La Lomami (filières agriculture générale et vétérinaire / enseignement formel)

Photo 10 : Bâtiments réhabilités par EDUKOR abritant les classes de cours

Photo 11 : Porcherie réhabilitée par EDUKOR pour la filière vétérinaire

Photo 12 : Poulaillers construit par EDUKOR pour la filière vétérinaire

Photo 13 : Système d'énergie solaire installer par EDUKOR pour alimenter : bureaux, classes, laboratoires, poulailler, porcherie.

Résultat 2

« L'offre de la formation ETFP est adaptée aux besoins du marché de l'emploi (auto-emploi), le pilotage et la gestion au niveau macro-, méso-, et micro du secteur ETFP sont améliorées et garantissent une formation de qualité ».

La consolidation des 5 CDA au travers du renforcement permanent des capacités de leurs RH ainsi que le suivi et l'accompagnement mis en œuvre par les agents d'EDUKOR dans le cadre de la gestion scolaire axée sur les résultats a permis d'améliorer ces aspects et les niveaux atteints pour cette année sont :

- **Planification régulière et appliquée : 80 % des CDA**
- **Gestion administrative conforme aux recommandations : 70 % des CDA**
- **Gestion financière transparente : 50 % des CDA**
- **Gestion pédagogique : 80 % des CDA**

Les capacités de gestion des enseignants ont été significativement améliorées grâce aux dotations en consommables avec une diversification des productions des AGR.

Après un an et demi de fonctionnement, les AGR génèrent des revenus qui leurs permettent de financer leurs frais de fonctionnement (salaires, frais généraux, maintenance des équipements, approvisionnement du stock…) et des bénéfices nets qui varient d'une AGR à l'autre entre **600 et 1.500 Usd/mois.**

Le renforcement des capacités des RH des Institutions partenaires du programme (PROVED, SECOPE.) en synergie avec le PRECOB, s'est poursuivi cette année et il reste deux modules qui devraient être proposés en 2019.

Dans le cadre du renforcement des capacités et de bonne gouvernance l'ATI/RC Enabel affecté aux 3 interventions (PRODEKOR, PRODAKOER et EDUKOR) au KOR a initié avec les agents d'EDUKOR, les Ressources humaines, les parents et élèves du CDA-ESGTK, le projet «d'école apprenante ».

Cette initiative a pour objectif de construire entre tous les acteurs un modèle d'école, plus dynamique/vivante ou chaque personne a sa place en intervenant dans les instances de décision stratégiques et opérationnelles afin d'offrir un modèle d'établissement où la transparence, la qualité de l'éducation et la convivialité sont de mise, tendant ainsi vers une structure éducative qui prône la qualité et le bien-être de tous.

Des projets innovants sous AGR sont impulsés afin que les jeunes apprenants s'ouvrent vers de nouveaux horizons et abordent leur métier selon un autre angle d'approche..

A ce titre l'AGR en mécanique générale a initié le projet de fabrication d'un prototype de tricycle qui sera testé et ensuite utilisé par les transporteurs de charges en remplacement des vélos traditionnels. Le tricycle permet de transporter une plus charge plus importante avec davantage d'aisance, il est adapté aux différents types de terrains rencontrés dans nos zones désenclavées.

Si cette expérience s'avère positive d'un point de vue technique, des synergies seront mises en œuvre avec les associations de transporteurs afin de leur venir en aide et faciliter leur travail.

Le PRODAKOR est déjà intéressé par ce projet qui viendrait également en appui à leurs bénéficiaires tels que les Organisations Paysannes de Base dans le cadre de l'évacuation des produits dans les zones difficiles d'accès.

Actuellement l'offre formative des filières appuyées par EDUKOR dans les 5 CDA est.

CDA	FILIERE APPUYEE	APPRENANTS
ITAV NGANDAJIKA	➢ Agriculture Générale ➢ Vétérinaire	372
ESGTK	➢ Mécanique Générale	429
IT PRO MAKALA	➢ Menuiserie	59
IT PRO MAZARELLO	➢ Agriculture Générale ➢ Transformation Alimentaire	88
CENTRE DON BOSCO	➢ Mécanique Moto ➢ Cuisine/pâtisserie ➢ Imprimerie	107
TOTAL		**1.055**

En dehors des filières appuyées par EDUKOR les 5 CDA ont des sections en : **secrétariat, construction, électricité, pédagogie, coupe et couture, ….**

Pour l'ensemble des 5 CDA la population totale d'élèves avoisine **5.000 étudiants** qui bénéficieront également de l'utilisation des appuis d'EDUKOR au niveau du **laboratoire "NTIC", la bibliothèque digitale et des infrastructures** construites.

Résultat 3

Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs perspectives d'emploi, par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.

Les projets d'insertion professionnelle qui avaient été initiés en 2017 avec des sortants des 5 CDA appuyés par EDUKOR se sont maintenus et ont diversifié leurs productions durant cette année 2018.

En 2018, un projet pilote de formation en alternance a été initié. Les finalistes de cette formation 2018 positionné vers l'auto-emploi, ont bénéficié d'un accompagnement pour initier des « AGR » dans leur spécialité (métier).

C'est ainsi que **36 lauréats** accompagnés des agents d'EDUKOR ont démarrés depuis Juillet 2018, des « AGR » dans le secteur agricole, petit élevage et menuiserie dans les bassins d'emplois de Ngandajika et de Mbuji Mayi.

En 2018 nous avons maintenu les 250 emplois qui ont été créés dans le cadre des « AGR », « Projets Auto Emploi » et « Entrepreneuriat Féminin » au travers de la stratégie mise en place par EDUKOR au bénéfice des jeunes apprenants dans les 5 CDA appuyés et des communautés avoisinantes.

Fonctionnaire exécution nationale	Fonctionnaire exécution ENABEL

Enabel - Agence Belge de développement
PROJET EDUKOR
MICHEL PUJANA BANOS
Chef de Projet

2 Monitoring des résultats*1*

2.1 Évolution du contexte

2.1.1 Contexte général

L'exode de la population qui sévit depuis 2009 dans le Kasaï Oriental est imputable à une forte crise économique. Ces mouvements de population ont augmenté considérablement cette dernière année. Beaucoup d'adultes tentent leur chance vers le Katanga et Kinshasa abandonnant parfois les enfants avec comme conséquences une recrudescence du phénomène des « enfants des rues » dans différentes villes de la province.

La paupérisation est de plus en plus extrême et la situation de fragilité s'accentue.

Les conséquences de ce climat morose favorisent l'augmentation de délits liés à la petite délinquance, une recrudescence du phénomène d'enfants des rues, la mendicité, l'abandon scolaire et un marché de l'emploi n'offrant pas d'opportunités d'embauches pour les diplômés et encore moins pour la main d'œuvre non qualifiée.

L'activité socio-économique semble être au ralenti et parfois même à l'arrêt pour ce qui concerne production des quelques grandes entreprises locales telles que : Minière de Bakwanga (MIBA), Brasserie Simba (BRASIMBA), Société Nationale d'Electricité (SNEL) et la Régie des eaux.

Le manque de disponibilité de certains produits/services sur le marché commence à se faire ressentir en même temps qu'une baisse de la consommation de ceux-ci est observée, ce qui laisse entrevoir un climat peu propice à une relance économique significative.

L'augmentation constante des prix des produits/services de premières nécessité (alimentation, carburant, soins,) ne fait qu'accroitre cette fracture sociale, marginalisant près de 90 % de la population locale.

Les inscriptions lors de la rentrée scolaire en septembre 2018 ont été difficiles, lentes et échelonnées pour l'ensemble du territoire.

2.1.2 Contexte institutionnel

La situation du découpage territorial effectué en 2015 a maintenu notre intervention dans une conditionnalité de mise en œuvre sur les deux provinces du **Kasaï Oriental** et **de la Lomami (territoire de Ngandajika).**

Les institutions provinciales du domaine politique ont maintenu une certaine stabilité avec l'avènement du gouvernement provincial qui n'a pas été remanié depuis son investiture ; préservant ainsi le gouverneur et les ministres provinciaux chacun dans leurs attributions au niveau du KOR.

Toutefois au niveau national, des changements dans les ministères ont été constatés avec de

l'incidence sur certains aspects de collaboration du programme avec les institutions politiques.

Le ministère chargé régir le domaine de l'enseignement technique et professionnel a connu plusieurs reconfigurations qui ont déstabilisé défavorablement les contacts avec le programme.

Seule l'inspection n'a pas connu de manière perceptible cette situation. Son fonctionnement est demeuré favorable à la mise en œuvre du programme. Les synergies mises en place avec le pool des inspecteurs retenus comme formateurs et personnes ressources dans les activités du programme se sont poursuivies.

Cette réorganisation ministérielle interne nous a demandé une certaine prudence dans nos relations directes au niveau opérationnel afin de ne pas froisser les sensibilités.

Nous avons dû privilégier durant cette année nos contacts via le Ministre provincial, qui assure la tutelle active de la mise en place de ces deux services.

Lors de la SMCL de novembre 2017, il a été recommandé, afin de ne pas surcharger le Ministre Provincial en charge de l'éducation, qu'EDUKOR établisse ce contact continu avec le PROVED de L'EPSP. Celui-ci rend compte tout au long de l'année à son supérieur hiérarchique.
La PROVED de l'ETP s'étant intégrée à la SMCL lors de la tenue de sa dernière réunion, certains documents stratégiques d'EDUKOR lui ont été transmis.
Durant le 4ème trimestre de cette année la composition du PROVED de l'EPSP a été modifiée.

2.1.3 Contexte de gestion : modalités d'exécution

Le programme est financé par le Royaume de la Belgique à hauteur de 10 millions d'euros à travers le PIC 2010-2013 sous la modalité d'exécution de régie.
Ce mode de gestion reste adapté au regard des capacités des institutions partenaires, pour garantir une meilleure transparence et efficacité de l'intervention.
Outre la SMCL, le programme fut accompagné à titre consultatif jusqu'en 2017, par le Comité de Concertation (CdC) et le Comité de Suivi (CdS), qui regroupaient les acteurs de l'ETFP (Ministères, secteur privé et société civile).
Depuis 2017 les deux comités (CdC et CdS) ne sont plus opérationnels, mais cela n'influe pas la mise en œuvre de la stratégie en vue d'atteindre les résultats.
Edukor reçoit l'appui stratégique de la coordination provinciale qui assure la cohésion de la stratégie du programme par rapport à la politique nationale du secteur et une synergie avec les deux autres volets d'intervention de Enabel au Kasaï oriental

La Coordination du Programme se compose d'une équipe technique et administrative.

- L'Assistant Technique International (ATI) Responsable de l'intervention est chargé de la gestion technique de celle-ci
- Il est appuyé au niveau technique par 1 assistant de programme
- 1 Assistant Technique National (ATN) architecte
- 1 Expert en Construction (ATN)
- 9 agents mis à disposition de la fonction publique experts en Gestion Scolaire, Insertion Professionnelle, Pédagogie et Genre,
- 5 autres agents qui sont affectés au programme pour travailler dans les 5 CDA et sont experts en menuiserie, Agriculture générale et Vétérinaire, Agriculture et Transformation alimentaire, Mécanique générale et Mécanique moto.
- L'équipe administrative partagée avec les autres programmes est sous la responsabilité d'un ATI chargé de l'Administration et des Finances. Elle est composée de : Responsable Administratif et Financier, comptable, caissière, Logisticien, Gestionnaire des Marchés Publics et Chauffeurs.

2.1.4 Contexte HARMO

Des synergies se sont misent en place au niveau stratégique entre le volet EDUKOR et les instances provinciales qui sont en charge de l'ETFP et du genre par des collaborations constantes de la part de leur RH qui participent dans le cadre de nos activités sur le terrain (campagnes de sensibilisation et promotionnelle, suivi/évaluation des RH dans les CDA,..)

Une harmonisation intersectorielle s'est établie entre les différents volets d'ENABEL dans la Province du Kasaï-Oriental et de la Lomami entre PRODEKOR, PRODAKOR, EDUKOR et PRECOB visant une rationalisation de l'utilisation des ressources et une synergie basée sur la capitalisation des expériences.

C'est ainsi que les 3 interventions (PRODAKOR, PRODEKOR et EDUKOR) partagent les mêmes infrastructures à Mbuji-Mayi et que dans le cas d'EDUKOR, une partie de nos interventions s'appuient sur l'antenne de Ngandajika.

D'un point de vue intra sectoriel, Enabel met en œuvre simultanément plusieurs interventions Education dans le cadre de **l'ETFP (EDUKAT, EDU-MUSO, EDUT et EDUKOR**) dans les Provinces de l'Equateur, La Tshopo, Le Katanga et Le Kasaï Oriental / La Lomami. A ce titre des réunions sectorielles sont organisées par le bureau de la Représentation pour un partage d'expériences et une harmonisation des interventions Enabel du secteur.

Durant cette année, 1 réunion sectorielle/éducation s'est tenue en septembre à Kinshasa en présence des interventions positionnées dans le secteur ETFP **(EDUKAT, EDU-MUSO, EDUT et EDUKOR**) ainsi qu'avec la participation d'invités tels que : la VVOB, Enabel Burundi afin d'aborder, échanger les expériences au niveau de certains thèmes, tels que **: Avancements dans les stratégies des interventions, l'insertion professionnelle, C4D, D4D et marchés publics/conventions subsides.**

L'arrivée de l'expert sectoriel Education a permis à EDUKOR de bénéficier d'une mission de backstopping en Juin 2018 et ainsi prioriser au niveau de la stratégie les résultats atteignables pour cette année.

L’ECT-EFE s’est impliqué au niveau central afin de créer des synergies et partenariats avec d’autres opérateurs belges présents en RDC dans le cadre de l’éducation.

C’est ainsi que nous avons formalisé un partenariat avec « Dynamo International » afin d’appuyer au niveau provincial « CATSR/AMO Mbuji Mayi » qui accompagne les enfants des rues dans leur parcours d’insertion socio professionnelle.

Concernant l’**alignement,** la stratégie mise en place par l’intervention EDUKOR s'intègre au niveau sectoriel aux grands axes de la stratégie du Gouvernement de la RDC dans le cadre de l'ETFP. A savoir et notamment, la volonté de prioriser **« La Formation en Alternance en partenariat avec le secteur privé en vue d'augmenter la pratique du métier et la qualité de l'apprentissage et ainsi d'atteindre une adéquation formation-emploi plus optimale qui favorisera l'insertion professionnelle ».**

Le 18/07/2018 s’est tenue la SMCL et le PV de celle-ci indiquent que tous les engagements de deux parties sont discutés et pris en compte dans cet espace de concertation.

2.2 Performance de l'outcome

2.2.1 Progrès des indicateurs2

	L'OUTCOME : Dans un cadre institutionnel (provincial) et organisationnel (ETP) amélioré, les apprenants des filières appuyées sur l'axe Mbuji Mayi et Ngandajika, dont plus d'un quart de filles, réussissent une formation technique de qualité, pertinente, incluant des cours pratiques, stages et un accompagnement à l'insertion professionnelle					
Indicateurs	***Baseline 2014***	**Année 2015**	**Année 2016**	**Année 2017**	**Année 2018**	**Cible**
Nombre d'élèves garçons et filles inscrits dans les filières appuyées dans les 5 CDA	769	769	715	710	**1.055**	**1.126**
Taux de rétention des filles dans les filières appuyées pour les 5 CDA	83 %	83 %	91%	100 %	**100 %**	**80 %**
Le taux de réussite des élèves/apprenants des CDA dans les filières appuyées à l'examen d'état	89%	89%	78%	92 %	**100 %**	**90%**
Nombres d'élèves porteurs d'un projet accompagnés en ISP dans les 5 CDA qui obtiennent un emploi.	Non opérationnel	Non opérationnel	13 projets à l'étude	46 %	**100 %**	**100 %**

Nombre d'élèves garçons et filles inscrits dans les filières appuyées dans les 5 CDA qui participent à la formation en alternance en entreprise	Non initié	Non initié	Non initié	Non initié	**232**	**200**

2.2.2 Analyse des progrès réalisés

Par rapport à 2017, nous avons constaté que la fréquentation des filières soutenues par EDUKOR dans les 5 CDA ciblés, a connu une augmentation **de 48 %.**
L'effectif total des filles inscrites dans les filières appuyées a également connu également une augmentation substantielle, portant le nombre de filles inscrites à **207,** chiffre en nette croissance par rapport à **2017** (**130 filles** inscrites). Soit une **augmentation de 59 %.**

Le taux de rétention des jeunes filles dans les filières appuyées dans les 5 CDA est de **100 %** pour cette année.

L'amélioration de la qualité de l'ETFP dans les 5 CDA appuyés par EDUKOR commence à porter ces fruits. Cette amélioration se perçoit à travers le nombre de projets d'insertion mis en œuvre par les sortants, projets rentables et durables malgré le contexte défavorable.

Le taux de réussite des finalistes à l'examen d'état cette année dans les 5 CDA dans les filières appuyées a été de **100 %.**

D'autre part nous constatons que les « AGR » se consolident, progressent, se diversifient dans les produits proposés aux consommateurs tout en augmentant leur cahier de commandes.

Dans le cadre de l'insertion professionnelle des sortants des 5 CDA, les projets qui avaient démarré en 2017 (AGR, Auto Emploi, Entrepreneuriat féminin) sont toujours opérationnels et rentables avec environ 200 postes de travail maintenus.

En Juin 2018 les 36 sortants porteurs de projets de création d'emplois issus des 5 CDA, ont bénéficié de l'appui et de l'accompagnement d'EDUKOR afin de mettre en place des AGR.

Le renforcement des capacités dans le cadre de la **« gestion scolaire »** au profit des RH des 5 CDA s'est poursuivi tout au long de cette année avec une approche plus ciblée sous la modalité « Face To Face » afin de garantir des résultats répondant aux besoins de chaque structure.

2.2.3 Impact potentiel

Suite aux réhabilitations/constructions des infrastructures dans les 5 CDA , ainsi que le renforcement de capacités des ressources humaines pédagogiques et administratives, nous avons constaté nous avons constaté que les inscriptions ont augmenté considérablement aussi bien pour les garçons que pour les filles.

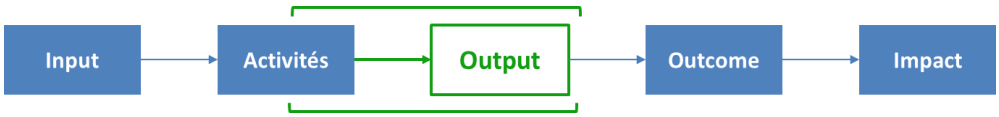
La rétention des jeunes filles tout au long du cursus est réelle et les résultats obtenus à l'examen d'état sont prometteurs.

L'augmentation des heures de pratique/métiers avec la consolidation des AGR au sein des CDA, la redynamisation des ateliers pour les cours pratiques/métier dans les CDA et la formation en alternance, contribuent à une meilleure maitrise des compétences métier par les apprenants et les confronte aux réalités entrepreneuriales et technologiques, visant "l'adéquation formation-emploi".

L'utilisation de tous ces outils contribue effectivement à augmenter la qualité de l'ETFP et la préparation des jeunes face à l'insertion socio professionnelle.

Suite à la finalisation des constructions des infrastructures des 4 CDA (ESGTK, MAZARELLO, DON BOSCO et MAKALA) en Mai 2018, l'installation des équipements dans les ateliers et laboratoires devrait s'achever en Q3 2019.
La prochaine rentrée scolaire de septembre 2019 sera plus prometteuse en nombre d'élèves inscrits, en particulier pour ce qui concerne les jeunes filles grâce à l'attrait et à l'intérêt que les nouveaux CDA suscitent auprès des communautés.

2.3 Performance de l'output 1



2.3.1 Progrès des indicateurs

		OUTPUT 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.				
Indicateurs	***Baseline 2014***	**Année 2015**	**Année 2016**	**Année 2017**	**Année 2018**	**Cible**
Nombre d'établissements de l'ETFP réhabilités et équipés dans les filières appuyées offrant une formation adaptée à l'environnement socioéconomique	0	0	0	1	**4**	**5**
Nombre d'enseignants (E) et chefs d'établissements formés et ayant amélioré leurs performances dans le domaine de l'entrepreneuriat dans les 5 CDA ciblés et écoles affiliés	3	3	10	61	**61**	**91**
Nombre d'élèves/apprenants (E) formés à l'entrepreneuriat de 5 CDA avec formation adaptée aux besoins de l'économie locale	0	0	0	13	**36**	**100%**

2.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités[5]	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Output 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyées ont accès à une formation adaptée aux besoins de l'environnement socio-économique.				
Identifier les CDA (5) et prévoir leur développement		B		
Appuyer la direction scolaire (5 membres de dir) et les comités de gestion		B		
Organiser la formation pratique des élèves et apprenants des centres d'application et des établissements affiliés		B		
Organiser la formation technique des formateurs enseignants		B		
Réhabiliter les infrastructures des 5 CDA	A			
Promouvoir l'ETFP	A			

2.3.3 Analyse des progrès réalisés

a) Consolider les 5 CDA et prévoir leur développement

En 2018 nous avons initié la consolidation des acquis avec un accompagnement et renforcement des ressources humaines des 5 CDA centré sur les thématiques suivantes

- Les **compétences techniques des enseignants**
- **L'approche formation en alternance**
- **Le ciblage d'entreprises conventionnées**
- **Les modalités de l'alternance**
- **L'analyse des besoins en termes d'équipements/outillages pour les AGR**
- **La consolidation des UFE**
- **La mise en place de nouvelles "AGR"**
- **L'appui aux projets d'auto emploi de leurs finalistes/lauréats**
- **L'entrepreneuriat féminin**
- **Les synergies entre CDA**
  L'insertion socio professionnelle et la gestion scolaire

La consolidation dans le cadre du renforcement des capacités des RH des 5 CDA s'est poursuivie tout au long de l'année à travers le suivi/accompagnement de nos agents mis à disposition au sein d'EDUKOR et affectés dans ces établissements afin de coacher au quotidien les activités prévues par le plan stratégique. Nous constatons à cet égard que les enseignants utilisent avec plus d'aisance cet outil, organise mieux leur travail et respecte le chronogramme d'activités.

Pour mieux répondre aux besoins d'acquisition des compétences/métiers des apprenants des 5 CDA, les enseignants de l'IT PRO MAKALA ont bénéficié cette année de cours pratiques à l'utilisation des machines/équipements de menuiserie dont ils disposent dans leur atelier. A ce titre nous avons observé une amélioration considérable de la qualité des produits (mobilier) fabriqués au sein de l'AGR ainsi qu'une augmentation des ventes.

c) Réhabiliter les infrastructures des 5 CDA

En 2018 les réhabilitations et constructions des 4 CDA au KOR, à savoir : IT PRO MAKALA, IT PRO MAZARELLO, DON BOSCO et ESGTK ont été réalisées et réceptionnées en Juin.

Dans le cadre du partenariat avec « Dynamo International et CATSR-AMO » nous avons également construit un bâtiment qui servira de Centre de Formation Professionnelle (CFP) pour des modules courts de formations.

c) Promouvoir l'ETFP

En prévision de la rentrée scolaire 2018/19, une campagne médiatique d'une durée de 3 mois précédant les inscriptions, s'est mise en place via l'association des radios locales diffusant des spots, sketches, débats afin de promouvoir les filières de l'ETFP et l'accès des jeunes filles à celle-ci dans le KOR.

A ce jour on constate les résultats suivants :

- Augmentation de **48 % d'inscriptions** dans les 5 CDA
- Augmentation de **59 %** du nombre de filles inscrites dans les 5 CDA
- Taux de rétention des jeunes filles passe à **100 %** dans les 5 CDA
  Intérêt des communautés pour l'ETFP en général et grandes attentes dans le cadre des 5 CDA appuyés par EDUKOR

d) Parcours d'intégration socio professionnelle

Cette année des modules courts ont été initiés dans le non formel pour des bénéficiaires en rupture scolaire issus des communautés.

A titre d'exemple le CDA Don Bosco a été appuyé par EDUKOR en équipements et fournitures pour la réalisation de **4 modules** de formation en :

- **Cuisine, restauration et pâtisserie** au bénéfice de **60 jeunes filles** orphelines et femmes issues des communautés. Ces formations constituent un tremplin vers la création de leur « AGR » afin de s'intégrer sur le marché de l'emploi et subvenir aux besoins élémentaires de leur famille.

- **Mécanique Moto** pour **26 jeunes dont 1 jeune fille**

- **Imprimerie pour 20 jeunes dont 5 jeunes filles**

Photo : Module court en patisserie pour jeunes filles/femmes non scolarisées au CDA-Don Bosco

Photo : Module court en cuisinne pour jeunes filles/femmes non scolarisée au CDA-Don Bosco

Photo : Module court en mécanique moto pour jeunes des communautés non scolarisés au CDA-Don Bosco

Photo : Jeune fille au sein du module court en mécanique moto au CDA-Don Bosco

2.4 Performance de l'output 2

2.4.1 Progrès des indicateurs

	OUTPUT 2 : Le pilotage et la gestion au niveau macro, méso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de travail et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP					
Indicateurs	***Baseline 2014***	**Année 2015**	**Année 2016**	**Année 2017**	**Année 2018**	**Cible**
Nombre de formations de courtes durées répondant aux besoins du marché du travail	0	0	0	0	**3**	**10**
Nombre de jeunes garçons et filles bénéficiant de formations de courtes durées répondant aux besoins du marché du travail	0	0	0	0	**86**	**150**
Nombre de garçons et filles insérer professionnellement post formation de courtes durées	0	0	0	0	**60**	**150**

2.4.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités[6]	État d'avancement :			
	A	B	C	D
Output 2. Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de travail et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP				
Appuyer la coordination et concertation des acteurs impliqués dans l'ETFP au niveau provincial	A			
Appuyer la gestion responsable et transparente des ressources au niveau des établissements ETFP affiliés	A			
Appuyer les inspecteurs provinciaux dans leur fonction	A			
Appuyer la collaboration systématique avec les organisations du secteur privé		B		
Appuyer la mise en place d'un programme de renforcement des capacités des acteurs impliqués au niveau provincial et local	A			
Réhabiliter les infrastructures de la division provinciale de l'EPSP		B		
Renfort au système de suivi et évaluation au niveau provincial	A			

2.4.3 Analyse des progrès réalisés

Nous constatons que le climat politique, l'état de fragilité et la crise économique influencent l'implication des partenaires dans la mise en place de l'intervention.

Nous constatons que les 5 CDA que EDUKOR appui intègrent avec plus d'aisance la gestion responsable et transparente au sein de leurs établissements. Le pool de l'inspectorat est toujours impliqué dans les différentes activités d'EDUKOR bien que bénéficiant d'un appui dégressif de notre part.

La mise en place du plan de renforcement des capacités des acteurs impliqués au niveau provincial et local en synergie avec le PRECOB, qui avait démarré en 2017 avec le premier module d'une série de 6, s'est poursuivi en 2018 avec 3 autres modules.

Des conventions ont été établies avec 10 entreprises des secteurs : agricole, transformation alimentaire et en mécanique afin de former tout au long de l'année les 200 apprenants dans le cadre du projet de formation en alternance.

2.5 Performance de l'output 3

2.5.1 Progrès des indicateurs

		OUTPUT 3 : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs options d'emploi/auto-emploi par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.				
Indicateurs	***Baseline 2014***	**Année 2015**	**Année 2016**	**Année 2017**	**Année 2018**	**Cible**
Nbre des AGR appuyés dans les 5 CDA	0	0	24 projets selectionnés	5 appuyées	**10**	**25**
Nombre d'UFE opérationnelle dans les 5 CDA	0	0	0	5 en cours de consolidation	**5 en cours de consolidation**	**5**
Nombre d'élèves des 5 CDA et de jeunes dans le cadre de partenariats porteurs de projet d'insertion professionnelle sont accompagnés	0	0	13 projets	6 projets de sortants financés suite au Plafonnement budgétaire	**96**	**300**
Nombre d'emplois créés grâce à l'approche mise en œuvre (AGR/Auto Emploi pour sortants des 5 CDA dans le formel, partenariat dans le non formel, entrepreneuriat féminin)	0	0	0	200	**250**	**400**

2.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités[7]	Etat d'avancement :			
	A	B	C	D
Output 3: Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs options d'emploi/auto emploi par un accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle.				
Accompagner les établissements affiliés pour assurer une meilleure adéquation des écoles et centres au marché de l'emploi		B		
Accompagner les sortants à la recherche d'emploi	A			
Organiser des formations pointues de courte durée pour les sortants et les travailleurs des entreprises du secteur formel ou informel		B		
Développer un programme d'encadrement des initiatives d'entreprenariat féminin au niveau	A			

2.5.3 Analyse des progrès réalisés

Durant cette année **232 apprenants** des CDA dans les filières appuyées d'agriculture, vétérinaire, transformation alimentaire et mécanique générale ont été en apprentissage à raison de deux jours par semaine dans les entreprises suivantes : **MIBA, Office des Routes, PRODEKA, INERA, PRODI, BRASIMBA, Ferme MPOYI MUKULUMPE et Usine de pain BASILE.** L'évaluation de cette nouvelle approche a rencontré la satisfaction des parties prenantes : entreprises, CDA, maîtres encadreurs, familles des élèves mais surtout jeunes apprenants. Ceux-ci ont pu acquérir de nouvelles compétences métiers, et de les mettre en pratique directement sur le terrain en situation réelle de travail.

Le cycle d'alternance pour cette 2ème année s'achèvera en Juin 2019, période à laquelle les sortants avec un projet d'insertion professionnelle, passeront à l'étape suivante visant la mise en œuvre d'AGR, créant ainsi leur emploi.

Dans le cadre de l'accompagnement des sortants à la création de nouveaux emplois en 2018, 36 élèves sortants des CDA avaient le souhait de mettre en œuvre des projets d'AGR.

Dans ce cadre, les agents d'EDUKOR ont accompagné ces jeunes dans un parcours d'intégration socio professionnelle visant l'emploi en analysant la faisabilité et viabilité de celui-ci, en concrétisant la formulation technique des projets pour finalement démarrer en août de la même année 3 projets dans le territoire de Ngandajika dans le domaine de l'agriculture et du petit élevage et un projet de menuiserie à Mbuji Mayi.

Les « AGR » mises en place en zone rurale à Ngandajika dans le domaine agricole regroupent les jeunes par groupes de 12 travailleurs dans 3 bassins d'emplois et à Mbuji Mayi dans le domaine de la menuiserie 4 travailleurs se sont associés pour créer leur propre micro entreprise.

Durant la phase de démarrage les jeunes sortants des CDA sont accompagnés par des « maîtres encadreurs » spécialisés dans le domaine ainsi que par nos agents afin de s'approprier par la suite leur propre projet entrepreneurial.

Photo : Porjet AGR des sortants 2018 de l'ITAV NGANDAJIKA

En 2018 le projet d'entrepreneuriat féminin à Ngandajika est entré dans une phase de consolidation, de stabilité et d'auto-suffisance.

Les travailleuses parviennent à produire les savons, l'huile de palme et palmiste, commercialise ces produits et génèrent les bénéfices nécessaires pour assurer la maintenance des équipements, disposer d'un fond de roulement pour l'achat des consommables, s'octroyer un salaire mensuellement et disposer d'une réserve en caisse.

Cette même année elles ont bénéficié d'un renforcement des capacités afin d'intégrer un nouveau produit de leur gamme, le savon à l'huile de palme, très bien accueilli par les consommateurs.

Actuellement les femmes de cette association formulent un nouveau projet orienté vers le petit élevage qui leur permettra de créer de nouveaux emplois et augmenter leurs bénéfices.

Les femmes se sont constituées en association afin de légaliser leurs activités et via l'adoption d'u statut légal.

Un nouveau groupe de près de 30 femmes, mamans des nouvelles étudiantes dans les filières appuyées par EDUKOR, élèves à l'ITAV Ngandajika, vont s'intégrer à ces activités.

Dans les bassins d'emplois de Mbuji Mayi 2 groupes de femmes issues des communautés et mamans des jeunes filles élèves de l'IT PRO MAZARELLO et de l'IT PRO MAKALA sont accompagnées par notre agent en genre, afin de formuler 2 nouveaux projets d'AGR qui débuteront au cours du premier trimestre 2019, créant plus de 40 nouveaux emplois directs.

Photo : Projet entrepreneuriat féminin à Ngandajika

Photo : Entrepreneuriat féminin à Ngandajika. Production de savon, huile de palme et palmiste.

3 Thèmes transversaux

3.1 Genre

Au cours de cette année **EDUKOR** a consolidé les « Comités de Pilotage Genre » au sein des 5 CDA afin que l'appropriation des membres (enseignants, parents et élèves) soit plus effective.

Nous constatons que les jeunes filles élèves dans les 5 CDA assument et reprennent leur place, devenant des actrices proactives et moteurs dans les espaces de réflexion et de prise de décision.

L'approche centrée sur le genre constituant une des priorité d'Enabel, nous avons impulsé avec nos partenaires des actions au bénéfice des jeunes filles et femmes des communautés en synergie avec les CDA et d'autres partenaires appuyés par EDUKOR à travers :

- La mise en œuvre de parcours d'intégration socio professionnelle pour jeunes filles et femmes participant à des modules court de formation en « cuisine/restauration et pâtisserie » au CDA Don Bosco.

- Le partenariat avec l'Ong belge « DYNAMO INTERNATIONAL » et « CATSR/AMO » avec signature au niveau national d'une convention pour la mise en œuvre de modules courts de formation au bénéfice des filles de la rue, collectif avec lequel ces Ong travaillent.

  EDUKOR appuie ces initiatives avec des apports au niveau des infrastructures, des équipements, fournitures et le coaching au niveau technique.

  L'objectif de ce partenariat : faire bénéficier aux jeunes issus des communautés, de la rue et déscolarisés d'un accompagnement dans leur parcours d'intégration socio professionnelle.

Photo : Centre de Formation dans le cadre du partenariat Enabel/Dynamo International et CATSR-AMO.

La synergie mise en place avec **PRODAKOR** s'est poursuivie en 2018 afin de mettre en œuvre des activités communes au niveau de nos **"Plans Stratégiques Genre"** au bénéfice des **jeunes filles de l'ETFP et des femmes des communautés urbaines et rurales**.

Notre collaboration sur le terrain avec la **Ministre Provinciale du Genre, de la famille et de la petite enfance** et son équipe technique à mis en œuvre différentes activités découlant du **"Plan stratégique genre".**

Soucieux de la visibilité de cette thématique, deux films ont été réalisés, sur les « AGR » et « l'entrepreneuriat féminin » afin de mettre l'accent sur la priorisation de l'insertion professionnelle des jeunes filles.

La campagne de sensibilisation visant la promotion de l'ETFP a duré 3 mois et a constitué une occasion de faire un focus dans les messages diffusés sur la place des jeunes filles dans les filières techniques et professionnelles, en tant qu'option leur ouvrant de nouvelles portes vers l'insertion professionnelle au sein des communautés.

Nous avons constaté que, grâce aux différents outils utilisés tout au long de l'année 2018, certains résultats se font déjà sentir.

- **Le nombre d'inscriptions de jeunes filles dans les 5 CDA a augmenté**
- **Les jeunes filles obtiennent de meilleures notes à l'examen d'état**
- **La rétention des jeunes filles dans les écoles de l'ETFP est en croissance**
- **Des jeunes filles issues de l'ETFP présentent des projets « d'auto emploi »**
- **Des emplois se créent au bénéfice des jeunes filles dans le cadre des projets d'auto emploi (20%) et des femmes des communautés dans nos zones d'interventions**

3.2 Environnement

La synergie mise en place avec **PRODEKOR** dans le cadre de **l'environnement (protection de la nature)** à travers des campagnes de sensibilisation dans les écoles **de l'ETFP du KOR et du territoire de Ngandajika s'est poursuivie. Elle a permis de** réaliser diverses activités dans les 5 CDA et autres écoles sur les axes routiers construits par le PRODEKOR, en utilisant des outils pédagogiques accessibles aux jeunes et aux populations des communautés, tels que **: le théâtre, des échanges/débats, des animations musicales, ...**afin de traiter ce thème de façon didactique, ludique et constructive.

Suite aux réhabilitations des 5 CDA en synergie avec le PRODAKOR nous avons préparé un « Plan Environnemental » qui sera mis en place afin d'améliorer les espaces verts de ces établissements.

EDUKOR a consolidé la sensibilisation au niveau des projets « AGR » afin qu'ils s'approprient des gestes simples en matière de protection de l'environnement (recyclage des résidus et des eaux, stockages des produits, entretiens des espaces verts, gestion des sanitaires…).

Les 4 CDA de Mbuji Mayi ont bénéficié également d'un complément quant aux infrastructures afin d'améliorer et augmenter leurs capacités en recollection/distribution d'eau.

Afin de préserver l'environnement et utiliser les énergies nouvelles le CDA-ITAV NGANDAJIKA et le CFP pour CATSR/AMO se sont dotés d'une installation en énergie solaire.

Les CDA, Don Bosco et IT PRO MAKALA bénéficieront également du même type d'installations dans les prochaines semaines.

3.3 Economie solidaire

Des synergies se sont mises en place entre les 3 interventions d'Enabel (EDUKOR, PRODAKOR er PRODEKOR) au travers des « AGR » des CDA et l'entrepreneuriat féminin à Ngandajika afin de se soutenir, s'appuyer et collaborer entre les 3 interventions afin de répondre à des besoins spécifiques.

Quelques exemples :

- Le CDA de l'ESGTK a fabriqué de brouettes pour les cantonniers qui réalisent la maintenance des routes construites par le PRODEKOR
- Le CDA de Don Bosco s'est vu attribué le marché pour fabriquer tout le mobilier des 5 CDA, sous l'approche de « chantier école »
- Le CDA de l'ESGTK a fabriqué dans le cadre des réhabilitations/constructions des infrastructures des CDA toutes les menuiseries métalliques (portes, fenêtres,), sous l'approche de « chantier école ».
- Les femmes entrepreneuses de Ngandajika renforcent les capacités en formant des femmes à LUPUTAPATA accompagnées par le PRODAKOR dans la fabrication.

3.4 VIH / SIDA

La problématique du VIH/SIDA est constamment présente dans toutes les activités mises en œuvre dans le cadre du genre.

3.5 Droits de l'enfance

Tout au long de cette année ce thème a été fort présent dans le cadre des projets « AGR » et « auto emploi » afin que les droits de l'enfance soient respectés également dans ces espaces productifs en sensibilisant les RH des CDA, les élèves et les parents des communautés.

Pour les entreprises qui prennent part dans le cadre du « PPFEA » cet aspect est un point d'attention particulier car les élèves se retrouvent en entreprises côte à côte au quotidien avec des adultes.

A ce titre nous avons sensibilisé les chefs d'entreprises et le personnel qui encadrera les jeunes durant ces périodes d'apprentissage.

Dans le cadre du partenariat avec « Dynamo International, CATSR-AMO et EDUKOR » nous avons accordé une attention particulière à cet aspect, car le groupe cible des enfants de rues avec lequel nos partenaires travaillent sont pour un grand nombre d'entre eux, mineurs d'âge et leurs droits doivent être respectés et protégés, particulièrement en matière d'emploi.

4 Gestion des risques

NOM			Analyse du risque ou problème			Suivi du risque ou problème			
Description du Risque	Période d' identification	Catégori e	Probabilité	Impact Potentiel	Total	Action(s)	Deadline	Progrès	Statuts
Diminution de la croissance	2012 – 2016 formulation	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	1.Suivi à travers les études socio-économiques 2.Echanges réguliers d'informations au niveau des CdS et CdC 3.Appuyer la Province à l'élaboration de "l'analyse du marché de l'emploi" de la province du KOR et du territoire de Ngandajika. 4.Plaidoyer auprès de la province pour la mise en œuvre du plan provincial d'insertion professionnelle. 5.Intensifier l'accompagnement en vue de soutenir les initiatives d'auto emploi malgré la crise au	Nov-19	**Les points 1,3 ont été réalisés. Le point 4 sera assuré par l'agent mis à disposition charge de l'insertion professionnelle au sein d'EDUKOR. Le point 5 a démarré en 2017 avec 13 projets d'auto emploi, AGR et entrepreneuriat féminin. Les 36 sortants des CDA de cette année scolaire sont accompagnés dans la mise en place de projets d'AGR.**	En cours

						travers des projets "AGR"			
faible collaboration de la part du secteur privé	2012-formulation	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Instauration d'un travail proactif des Comités de Suivi et de concertation Envisager des compensations financières au cas où les entreprises font des dépenses additionnelles dans le cadre de la formation en alternance Bien clarifier la vision de la formation en alternance et le caractère bénévole du service demandé à l'entreprise qui profite elle-même de la productivité des apprenants Plaidoyer pour que les entreprises qui collaborent dans la formation en alternance bénéficient de certains avantages de la part de l'ETAT Solliciter l'intervention des autorités en cas de non-respect de conventions sur l'alternance	Sept-17	**Dans le cadre du Projet Pilote de formation en alternance, les entreprises ont été choisies et les conventions signées pour démarrer en Q1/2018. En Q3/2018 de nouvelles conventions seront signées. Le second cycle du Projet Pilote de formation en alternance a repris en septembre 2018 au bénéfice de 200 jeunes élèves des CDA.**	**En cours**

la durée du programme EDUKOR insuffisant pour l'appropriation de l'approche de formation en alternance par les partenaires ETFP	2012-formulation	OPS	Low	Low	Low Risk	Conscientiser **Enabel** envers l'exécution complet du volet de formation en alternance qui devra bénéficier d'une attention particulière en phase d'évaluation Plaidoyer pour la phase de démarrage de la formation en alternance le plus tôt possible Sensibilisation de communautés sur l'entretien des routes réhabilitées Collaboration avec PRODEKOR et le ministère provincial du développement rural	Nov-19	**En tenant compte du plafonnement budgétaire de 2017 et 2018 il serait préférable d'envisager une prolongation en 2020**.	**En cours**
Résistance culturelle des parents à envoyer les filles vers les filières traditionnellement réservées aux hommes et à la formation en alternance. les mariages précoces empêchent les filles à finir les	2012-formulation	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Initier des programmes de sensibilisation auprès des parents et au niveau communautaires Réalisation d'un Programme de sensibilisation en faveur de l'inclusion de la fille/femme dans les établissements scolaires techniques et dans le monde du travail ainsi qu'auprès des communautés	Nov-19	**Campagnes de sensibilisation en permanence.**	En cours

études						Collaboration avec les associations féminines			
Non appropriation de l'approche de la formation en alternance par les partenaires institutionnels du projet (MIN EPSP et management CTB)	2012-formulation	DEV	Medium	Low	Low Risk	Faire adopter officiellement le projet pilote par le Min ETP – ETS-INC Mettre en place une stratégie de conscientisation systématique des autorités qui visitent le projet sur la formation en alternance Intégrer les rôles des deux comités dans la mise en œuvre de la phase pilote et dans une deuxième phase de l'implémentation de la formation par alternance au niveau provincial	2017	**Le projet pilote de Formation en Alternance en entreprises a été validé par les CdC, CdS, le COMPAR et les membres de la SMCL**	**Terminé**
Détournement des frais du fonctionnement des CDA par les partenaires institutionnels ou par l'institution hôte	2012 - formulation et EDUKOR dès 2015	OPS	Medium	Medium	Medium Risk	Plaidoyer entrainant un changement institutionnel sur les flux d'argent provenant des écoles - en harmonie avec la nouvelle stratégie de l EPSP Intégration de la gestion scolaire (gestions financière, administrative, planification,	Nov-19	**Suivi/évaluation**	En cours

						pédagogique et entrepreneuriale)			
						Établir un cadre légal définissant la gestion des propriétés, moyens et équipements propre au CFE à court, moyen et long terme			
Faible qualification du personnel au niveau des établissements et au niveau des entreprises dans le cadre de la formation en alternance	2012-formulation	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Évaluation des maitres de stages et changement des entreprises si ce dernier ne dispose pas de capacités nécessaires	Sept-17	**renforcement**	En cours
						Formation des formateurs dans les entreprises à travers les modules			
						Plaidoyer pour la remise en retraite des fonctionnaires âges et le rajeunissement du corps enseignants			
						Redynamiser les cellules de base et les réseaux de proximités			
Risque de mauvaise utilisation et maintenance des équipements	2016	DEV	Medium	High	High Risk	Renforcer les formations sur la maintenance et la mise en pratique du plan maintenance	Dec-17	**Renforcement**	En cours

Risque d'absence d'électricité	2016	DEV	Medium	Medium	Medium Risk	Encourager les établissements à acquérir des sources d'énergies (groupe électrogène/panneaux solaire selon les cas) Instaurer les dynamiques de conditionnalité	Sept-17	**L'installation du système d'énergie solaire pour l'ITAV Ngandajika est opérationnel depuis Q3/2018.**	En cours
						Plaidoyer en faveur de la restructuration de la centrale électrique de Tshala et de la diffusion du courant aux écoles techniques affiliées (voir avantages de l'ETAT pour les écoles dispensant la formation par alternance)			
Insuffisance de budget pour la mise en œuvre du plan provincial	2016	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	Plaidoyer pour une répartition harmonieuse des coûts liés à la formation technique et professionnelle	Nov-19	**Plaidoyer**	En cours
Les UFE ne sont pas opérationnels dans les écoles techniques de la Province	2012-formulation + EDUKOR 2015	OPS	Medium	Low	Low Risk	Plan d'accompagnement individuel dans le cadre des UFE	Sept-17	**Le renforcement des capacités des RH des 5 CDA se poursuit.**	En cours

Manque d'appropriation de la vision par les partenaires de CDC et CdS	08/07/1905	DEV	Low	Low	Low Risk	Transparence dans la mise en œuvre, associer les partenaires provinciaux aux différents niveaux, dans les modalités et la planification des activités afin d'améliorer leur efficacité L'intégration du CdC et du CdS dans les stratégies depuis le début du projet Le CDC et Cds effectuent leur mandat au niveau de la Province Intégrer des mécanismes de motivation non pécuniaires	Juin-17	**Le CdC et le CdS ce sont plus opérationnels et ne depuis novembre 2016**	Terminé
Usage inapproprié des fonds dans le cadre des Conventions de Subsides	Entrée en vigueur des Conventions de Subsides comme outil de financement (01/2016)	FIN	Low	High	Medium Risk	- Analyse ex-ante des capacités organisationnelles du partenaire et CdS adaptée en fonction du diagnostic - Vérification de la réalisation des engagements (technique) et de la conformité des pièces justificatives (financière) avant déboursement de chaque nouvelle tranche		**Renforcement de l'équipe Finance avec notamment un PFO dédié à 100% aux Conventions de Subsides (à 100% depuis juillet 2017 car couvrait le poste vacant de comptable PRODAKOR depuis novembre 2016)**	En cours

						- Contrôles et suivis du partenaire selon planning défini			
						- Renforcement des capacités du partenaire par accompagnement CTB			
Fraude dans le processus d'achat (partage marge fournisseur-gestionnaire achat CTB, fausses factures, sélection arbitraire des fournisseurs/prestataires, matériel livré non conforme, etc)	Début du programme	FIN	Low	High	Medium Risk	- Procédures standard d'achat définies dans le Manuel de procédures Marchés Publics RD Congo, et reprises dans le Manuel Spécifique KOR		**Procédures en place**	En cours
						- Suite à une recommandation d'audit, procédure claire mise en place pour la réception et l'analyse des offres			
						- Validation des engagements et des paiements selon registre des signataires mandatés + Visa RAFI sur bons de commande au-delà de 2500 EUR (visa CG sinon)			
Fraude lors des ateliers (liste fictive de participants,	Début du programme	FIN	High	Low	Medium Risk	- Forfaits transport, logement et perdiem définis dans l'annexe 4 du Manuel spécifique		**Procédures en place + nouveau Memo (n°6) publié en juin 2017 sur**	En cours

montants abusifs des frais de mission, fausses factures, etc)						- Demande d'une liste de participants dans les TDR à comparer avec la liste de présence finale signée		**comment justifier les avances d'ateliers**	
						- Visa FIN nécessaire sur les TDR et le budget Atelier avant d'octroyer l'avance			
Perte/vol du stock	Début du programme	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	- Existence de fiches de stock à jour		**Procédure en place Contrôles physiques aléatoires effectués régulièrement**	En cours
						- Rapportage logistique mensuel (réconciliation fiches de stock et inventaire technique)			
						- Mouvements (entrée/sortie de stock) validés à travers des bordereaux d'expédition et des PV de réception archivés mensuellement			
Détournement lié à l'utilisation des véhicules (perte/vol de carburant, revente pièces de rechange, entretiens	Début du programme	FIN	Medium	Medium	Medium Risk	- Contrôle ex-ante avant validation entretien véhicule/sortie magasin pièce de rechange sur base d'une fiche de suivi d'entretien à jour		**Analyse de l'historique des entretiens et de leur fréquence**	En cours
						- Stockage des pièces usagées		**Contrôle physique du stock**	

abusifs, etc.)						- Gestion du carburant via pompe électronique et réconciliation mensuelle des fiches de stock carburant de chaque station-service/citerne avec les carnets de bord de chaque véhicule		**Analyse des moyennes de consommation des véhicules par mois**	
Fraude dans la gestion de caisse (écarts, avances à des fins personnelles, avances non justifiées, vol, etc.)	Début du programme	FIN	Low	Medium	Low Risk	- Comptage de caisse journalier et réconciliation avec registre de caisse		**Procédure en place** **Contrôles réguliers effectués**	En cours
						- Seuils maximum de cash en caisse définis et appliqués			
						- Contrôle mensuel de la liste des avances ouvertes à la clôture comptable			
Braquage au bureau CTB, à la banque ou sur le trajet/de et vers les antennes/lors des ateliers/lors de activités de terrain	Début du programme	FIN	Low	High	Medium Risk	- Seuils maximum de cash en caisse définis et appliqués - Caisses rangées chaque soir dans coffre		**Être attentif à l'évolution du contexte** **Eviter les habitudes** **Varier les jours, heures, trajets, montants** **Insister sur la discrétion**	En cours
						- Présence d'un gardien à l'entrée du bureau. Entrées et sorties enregistrées dans un carnet			
						- Discrétion et confidentialité des opérations de caisse et des mouvements de et			

						vers la banque			
Solidité bancaire et professionnalisme (erreurs volontaires ou involontaires de la banque, fonds non disponibles car retenus par la banque, commissions excessives, vulnérabilité financière)	Début du programme	FIN	Low	High	Medium Risk	- Choix d'une banque solide		**Soldes bancaires et transactions vérifiées continuellement**	En cours
						- Contrôles et réconciliations bancaires au moins hebdomadaires			
						- Communication effective avec la banque en cas de problème pour une résolution rapide			
Fraude dans l'émission et/ou l'encaissement de chèques	Début du programme	FIN	Low	Low	Low Risk	- Registre des chèques à jour fourni par les comptables avec les pièces probantes à chaque clôture comptable		**Vérification régulière de l'applicabilité des mesures décrites en colonne G + Réduction des paiements par chèque depuis juin**	En cours
						- Réconciliation bancaire régulière			

						- Chéquiers vierges gardés dans coffre - Chèques émis au nom d'une société privilégiés - Pièce d'identité et procuration exigées pour retrait des chèques - Chèques barrés dans la mesure du possible - Chéquier en cours rangé dans un tiroir fermé à clé		**2017 car la plupart des fournisseurs ont un compte en banque (et si ce n'est pas le cas, les comptables insistent pour qu'ils en ouvrent un au nom de leur société)**	
Faux et usage de faux (signatures imitées, faux cachets utilisés, faux documents fournis, etc)	Début du programme	FIN	Low	Medium	Low Risk	- Registre des signataires établi et suivi (annexe 1a du Manuel Spécifique) et signatures multiples permettant de réduire le risque - Liste avec spécimen des signatures des signataires mandatés établie et à jour - Cachet des mandataires à ranger dans tiroir fermé à tout moment		**Vérification régulière de l'application stricte des mesures énoncées en colonne G**	En cours

5 Pilotage et apprentissage

5.1 Réorientations stratégiques

Les objectifs à atteindre ainsi que les résultats escomptés dans le cadre de l'intervention **EDUKOR** restent réalistes.

Cependant, au-delà des risques, l'intervention doit faire face à quelques défis :

La pérennité des actions n'est garantie que par une implication effective du partenaire et de certains acteurs. Le **Ministère de l'Education** au travers de **l'EPS Inc. et/ou de l'ETP** doit s'impliquer pour jouer pleinement son rôle dans les changements de paradigme dans le cadre de la formation en alternance qui modifierait l'approche existante de l'apprentissage dans **l'ETFP.**

L'implication proactive de la part des autorités de tutelle en matière d'**ETFP** nécessite des affectations budgétaires plus élevées destinées aux établissements scolaires de ce secteur, certains investissements au niveau des infrastructures et équipements, ainsi que la mise en œuvre d'un plan de renforcement des capacités de ses RH et d'un système d'accompagnement, suivi et d'évaluation plus optimal par l'inspectorat.

Les résultats attendus par **EDUKOR** via la mise en place du **"PPFEA"** devraient servir de base au plaidoyer avec les autorités et d'autres acteurs afin de déclencher les mécanismes nécessaires qui insuffleront les changements dans la stratégie nationale de **l'ETFP.**

L'implication et l'appropriation de l'approche de la formation en alternance devraient créer des synergies entre les **autorités ministérielles de l'ETFP** et le **secteur privé** beaucoup plus dynamiques, visant cette réelle **"adéquation formation emploi"** tant espérée et nécessaire.

Il est prioritaire qu'au niveau stratégique EDUKOR envisage pour 2019 de renforcer ses activités dans le cadre des parcours d'intégration professionnelle, de l'accès aux nouvelles technologies et de la diversification des produits offerts dans les AGR au bénéfice des jeunes garçons/filles et femmes au travers de :

- **La mise en place de conventions de subsides avec d'autres opérateurs afin d'élargir l'offre formative au travers de modules courts dans les métiers ou la demande de mains d'œuvre est réelle et offre des débouchés sur le marché du travail pour les jeunes dans les bassins d'emplois de notre zone d'intervention**
- **La mise en place de nouveaux projets d'entrepreneuriat féminin dans les bassins d'emplois de Mbuji Mayi.**
- **L'introduction dans les 5 CDA de la digitalisation et les nouvelles technologies**
- **L'optimalisation dans l'utilisation des équipements/outillages qui seront installés dans les ateliers/laboratoires des 5 CDA.**

5.2 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Inclure dans le budget provincial de l'ETFP une enveloppe destinée au 5 CDA pour la prise en charge de certains frais telles que : consommables pour les ateliers d'apprentissage dans les filières appuyées, au niveau de la formation en alternance et en matière d'insertion professionnelle des sortants	Ministère provincial en charge de l'ETFP	Q4/2019
Rendre opérationnelle la mécanisation des RH des 5 CDA	Ministère provincial en charge de l'ETFP et SECOPE	Q4/2019
Mise en place de convention de subsides dans le cadre de parcours d'intégration professionnelle pour gracons/filles et femmes	Opérateurs locaux	Q4/2019
Mise en place de convention de subsides dans le cadre de la digitalisation et les nouvelles technologies au bénéfice des jeunes des 5 CDA	Opérateurs du secteur	Q4/2019

5.3 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Initier des actions de « Visibilité » dès le démarrage de l'intervention afin de diffuser nos succès stories et garantir la redevabilité.	Gouvernement belge et citoyens, partenaires nationaux, autres bailleurs, société civile nationale et communautés locales.
Incorporer dès le départ de l'intervention, les thèmes transversaux (Genre, Environnement, droits de l'enfance,) en leur donnant l'importance requise et les moyens financiers à leurs opérationnalisations.	Gouvernement belge et citoyens, partenaires nationaux, autres bailleurs, société civile nationale et communautés locales.
La vision stratégique mise en place par l'intervention doit pouvoir être maintenue sans trop dépendre des fluctuations politiques. En effet les adaptations requises influent parfois sur l'atteinte des résultats.	Bénéficiaires directs de l'intervention : Jeunes et RH dans les CDA.

6 Annexes

6.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		**A**	**B**	**C**	**D**
		X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
		X		

2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?		
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.
X	**B**	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?		
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.
X	**B**	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?		
X	**A**	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.
	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
	X			

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
X	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimes restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?		
X	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	**A**	**B**	**C**	**D**
			X	

4.1 Durabilité financière/économique ?		
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.
	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.
X	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		

	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
X	**C**	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	**B**	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
X	**C**	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

6.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Suite à la SMCL qui s'est tenue le 18/07/2018 les décisions / recommandation à prendre et à tenir compte sont les suivantes

Décision à prendre					Action			Suivi	
Décision à prendre	**Période d'identification**	**Timing**	**Source**	**Acteur**	**Action(s)**	**Resp.**	**Date limite**	**Avancement**	**Statut**
Validation du rapport des Résultats de l'année 2017 tel que rendu	18/07/2018		Rapport résultats 2017	Membres de la SMCL	Validation	Membres SMCL	18/07/2018	Présentation, échanges	VALIDE
Valider le principe de prendre en charge le coût d'achat du logiciel de Gestion UBW (30 000 Euros) et de le prélever dans la réserve budgétaire. La SMCL renvoie le réaménagement budgétaire global à la SMCL prochaine sur la base de la planification 2019 qui donnera la perspective de clôture du programme.	18/07/2018	SMCL 2019	Budget	Membres de la SMCL	Présenter lors de la SMCL en 2019	Membres SMCL	SMCL 2019		En attente de la SMCL 2019

Que le programme EDUKOR puisse transmettre également à la PROVED ETFP les informations liées à sa mise en œuvre	18/07/2018	Q3/2018	Rapports	Responsable Intervention EDUKOR + PROVED « ETP »	Transmettre le rapport 2017	Responsable Intervention EDUKOR	Q3/2018	Rapport transmis	Réalisé
Prendre contact avec la FEC en vue d'intégrer dans un sens pratique un appui à l'amélioration des capacités des apprenants dans le secteur du bâtiment, au regard de la faible qualité observée au niveau de la ville dans la conception et la finition des immeubles	18/07/2018	Q3/2018	Réunion	Responsable Intervention EDUKOR + Directeur provincial FEC	Réunion, échange	Responsable Intervention EDUKOR	Q3/2018	Réunion tenue	Réalisé
Prendre contact avec la FEC en vue d'assurer un appui en encadrement des apprenants au secteur de l'hôtellerie		Q3/2018	Réunion	Responsable Intervention EDUKOR + Directeur provincial FEC	Réunion, échange	Responsable Intervention EDUKOR	Q3/2018	Réunion tenue	Réalisé

6.3 Cadre logique mis à jour

Logique d'intervention	Indicateurs (IOV)	Target	Sources de vérification	Hypothèses
Objectif Général : Dans le bassin d'emploi autour de Mbuji-Mayi, un meilleur accès des jeunes, filles et garçons, à une formation de qualité est assuré dans le système de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, tant formelle que non-formelle et L'offre de main-d'œuvre qualifiée répondant aux perspectives d'emploi ou d'auto-emploi est augmentée, notamment par le renforcement des capacités de certaines institutions et organisations en charge de l'enseignement et de la formation.	Nombre de jeunes bénéficiant d'un système de formation en alternance	**265**	Liste d'inscription statistiques scolaires rapports de rentrée, résultat des enquêtes, palmarès des écoles	Non appropriation de l'approche de la formation en alternance par les partenaires Institutionnels du projet (MIN EPSP ?? et management CTB). Résistance culturelle des parents à envoyer les filles vers les filières traditionnellement réservées aux hommes et à la formation en alternance
	% jeunes Accompagnés à l'insertion professionnelle	75% (Finalistes en formation en alternance chaque année)	Les projets d'insertion Professionnelle	Budget non disponible
Objectif spécifique : Dans un cadre institutionnel (Provincial) et organisationnel (établissements) amélioré, les apprenants des filières appuyées dans la province éducationnelle du Kasaï Oriental et le territoire de Ngandajika, dont une plus grande proportion de filles, réussissent une	Nombre d'élèves garçons et filles inscrits dans les filières appuyées dans les 5 CDA	N/D	Liste d'inscription statistiques scolaires rapports de rentrée	Climat politique de la province, transformation des écoles d'enseignement général vers l'ETP
	Taux de rétention des filles dans les filières appuyées pour les 5 CDA	20% de l'ensemble d'élèves inscrites	Annuaire statistique provincial, rapport de promotion scolaire	
	Le taux de réussite des élèves/apprenants des CDA dans les filières appuyées à l'examen d'état	90 %	Annuaire statistique provincial, rapport de promotion scolaire	

formation de qualité pertinente incluant des cours pratiques, des stages, et de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.	Nombres d'élèves porteurs d'un projet accompagnés en ISP dans les 5 CDA qui obtiennent un emploi.	150	Projets sélectionnés	
	Nombre d'élèves garçons et filles inscrits dans les filières appuyées dans les 5 CDA qui participent à la formation en alternance en entreprise	200	Conventions signées	
Résultat 1 : Les jeunes apprenants des filières appuyée ont accès à une formation adaptée aux besoins du marché de l'emploi	Nombre d'établissements de l'ETFP réhabilités et équipés dans les filières appuyées offrant une formation adaptée à l'environnement socioéconomique	5	PV de réception provisoire	Budget non disponible pour atteindre les résultats
	Nombre d'enseignants (E) et chefs d'établissements formés et ayant amélioré leurs performances dans le domaine de l'entrepreneuriat dans les 5 CDA ciblés et écoles affiliés	20	Rapports d'ateliers/listes de présences	
	Nombre d'élèves/apprenants (E) formés à l'entrepreneuriat de 5 CDA avec formation adaptée aux besoins de l'économie locale	500	Rapports d'ateliers/listes de présences	
Résultat 2 : Le pilotage et la gestion au niveau macro, meso et micro du secteur ETFP dans la zone d'intervention tient compte des besoins du marché de travail et garantit une amélioration de la qualité de l'offre de l'ETFP	Nombre de formations de courtes durées répondant aux besoins du marché du travail	10	Conventions/partenariats signées	Budget non disponible pour atteindre les résultats
	Nombre de jeunes garçons et filles bénéficiant de formations de courtes durées répondant aux besoins du marché du travail	150	Listes d'inscriptions et de présences aux modules courts	
	Nombre de garçons et filles insérer professionnellement post formation de	150	Emplois créés	

	courtes durées			
Résultat 3 : Les jeunes apprenants et sortants des filières appuyées ont augmenté leurs options d'emploi/auto emploi par un accompagnement à L'insertion socioprofessionnelle.	Nbre des AGR appuyés dans les 5 CDA	5	Rapports de suivi	Budget non disponible pour atteindre les résultats
	Nombre d'UFE opérationnelle dans les 5 CDA	5	Rapports de suivi	Non appropriation par les RH des 5 CDA
	Nombre d'élèves des 5 CDA et de jeunes dans le cadre de partenariats porteurs de projet d'insertion professionnelle sont accompagnés	300	Projets présentés, sélectionnés et appuyés	Budget non disponible pour atteindre les résultats
	Nombre d'emplois créés grâce à l'approche mise en œuvre (AGR/Auto Emploi pour sortants des 5 CDA dans le formel, partenariat dans le non formel, entrepreneuriat féminin)	300	Emplois créés	

6.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	OUI
Rapport *Baseline* enregistré dans PIT ?	OUI
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	06/2017
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	mm/aaaa (estimation)
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	Mission backstopping du siège (CTB Bruxelles), du 25 au 29 mai 2015. Mission backstopping de l'ECT-EFE en Juin 2018.

6.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

(VOIR POINT " 1.2")

6.6 Ressources en termes de communication

1. **ARTICLES**

- **Le Projet Pilote de Formation en Alternance "PPFEA": un outil pour le territoire de Ngandajika (https://open.enabel.be)**
- **Tremplin pour l'emploi (https://open.enabel.be)**
- **La Formation en Alternance en faveur des jeunes, passerelle directe vers l'entrepreneuriat(https://open.enabel.be)**
- **Parcours d'intégration socioprofessionnelle visant l'emploi (https://open.enabel.be)**

2. **Produit Phare / EDUKOR**

- **Les activités génératrices de revenus : moteur de la nouvelle culture entrepreneuriale féminine en RDC.**

3. **VIDEOS**

- **Electrification du CDA "IT PRO MAKALA" à Mbuji Mayi**
- **Appui d'Enabel/EDUKOR à l'ETFP au travers des 5 CDA**